

Soitec et l'administration fiscale française s'accordent sur les principales modalités d'un accord

Bernin (Grenoble), France, le 28 juillet 2026 – Soitec (Euronext Paris), un leader mondial de la conception et de la production de matériaux semi-conducteurs innovants, annonce aujourd'hui avoir trouvé un accord sur les principales modalités de résolution de son litige en cours avec l'administration fiscale française. Cet accord devrait se traduire par l'abandon d'environ 320M€ de déficits fiscaux reportables et par un décaissement qui n'excédera pas 60M€ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026-2027. L'accord envisagé, dont la signature est prévue dans les prochaines semaines, mettra fin au litige fiscal en cours.

À propos de Soitec

Soitec (Euronext - Tech Leaders - SBF 120), un leader mondial des matériaux semi-conducteurs innovants, développe depuis plus de 30 ans des produits à la pointe de l'innovation, qui conjuguent performance technologique et efficacité énergétique. Depuis la France, où son siège mondial est implanté, Soitec se déploie à l'international grâce à ses solutions uniques et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 600 millions d'euros au cours de son exercice fiscal 2025-2026. Soitec occupe une place essentielle dans la chaîne de valeur des semi-conducteurs pour servir trois principaux marchés stratégiques : Communications mobiles, Automobile & Industrie, Edge & Cloud AI. L'entreprise s'appuie sur le talent et la diversité de près de 2000 collaborateurs, de 50 nationalités différentes, présents sur ses sites implantés en Europe, aux Etats-Unis et en Asie. Près de 4 800 brevets ont été déposés par Soitec.

Soitec, SmartSiC™ et Smart Cut™ sont des marques déposées de Soitec.

Pour plus d'informations, consultez soitec.com et suivez-nous sur [LinkedIn](#) et X : [@Soitec_Official](#)

Relations Investisseurs : investors@soitec.com

Relations Media : media@soitec.com

Disclaimer

Ce document est fourni par Soitec (la « Société ») à titre d'information uniquement.

L'activité commerciale et la situation financière de la Société sont décrites dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société (qui inclut notamment le Rapport Financier annuel). Le Document d'Enregistrement Universel 2025-2026 a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») le 10 juin 2026 sous le numéro D.26-0417. La version française du Document d'Enregistrement Universel 2025-2026 ainsi qu'une traduction anglaise à titre informatif de ce document ont été rendues disponibles pour consultation depuis le 10 juin 2026 sur le site Internet de la Société (www.soitec.com), à la rubrique Investisseurs – Information Réglementée – Rapports et résultats financiers et autres communiqués réglementés.

Votre attention est attirée sur les facteurs de risque décrits au Chapitre 2.1 (Facteurs de risques et dispositifs de maîtrise en place) du Document d'Enregistrement Universel.

Ce document contient des informations sommaires et doit être lu conjointement avec le Document d'Enregistrement Universel.

Ce document contient certaines déclarations prospectives. Ces éléments prospectifs concernent les perspectives, les développements futurs et la stratégie future de la Société et sont basés sur des analyses des prévisions de bénéfices et des estimations des montants non encore déterminables. Par leur nature, les énoncés prospectifs sont soumis à divers risques et incertitudes en ce qui a trait aux événements futurs et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se matérialiser à l'avenir. Les énoncés prospectifs ne garantissent pas les performances futures de la Société. La survenance de tout risque décrit au Chapitre 2.1 (Facteurs de risques et dispositifs de maîtrise en place) du Document d'Enregistrement Universel peut avoir un impact sur ces déclarations prospectives.

La position financière, les résultats et les flux de trésorerie réels de la Société, ainsi que les tendances dans le secteur dans lequel la Société opère, peuvent différer considérablement de celles contenues dans ce document. En outre, même si la situation financière, les résultats, les flux de trésorerie de la Société et le développement dans le secteur dans lequel la Société opère étaient conformes aux énoncés prospectifs contenus dans ce document, ces éléments ne peuvent être interprétés comme une indication fiable des résultats ou du développement futurs de la Société.

La Société n'assume aucune obligation de mettre à jour ou de corriger toute déclaration prospective afin de refléter un événement ou une circonstance qui peut survenir après la date du présent document.

Ce document ne constitue ni ne fait partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat, de souscription ou de vente de titres de la Société dans un pays quelconque. Ce document, ou une partie de celui-ci, ne doit pas constituer la base ou être invoqué dans le cadre de tout contrat, engagement ou décision d'investissement.

Notamment, ce document ne constitue pas une offre ou une sollicitation pour l'achat, la souscription ou la vente de titres aux États-Unis. Les titres ne peuvent être offerts ou vendus aux États-Unis en l'absence d'enregistrement ou d'une exemption de l'enregistrement en vertu de la loi de 1933 sur les valeurs mobilières des États-Unis, telle que modifiée (la « Loi sur les valeurs mobilières »). Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières. Ni la Société ni aucune autre personne n'a l'intention de procéder à une offre publique de titres de la Société aux États-Unis.